



MINUSCA

## NOTE D'INFORMATION

### LA MINUSCA REITERE SON ENGAGEMENT A PROTEGER LES CIVILS DES ATTAQUES DES GROUPES ARMÉS

**Bangui, 27 janvier 2016** - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a réitéré mercredi, à Bangui, son engagement à protéger les populations civiles des attaques des différents groupes armés, au moment où des informations font état d'incidents provoqués par des présumés éléments de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) dans l'est du pays (Haute Kotto et Mbomou). Au cours du point de presse hebdomadaire de la mission, le porte-parole de la mission, Vladimir Monteiro, ainsi que celui de la Force, colonel Adolphe Manirakiza, ont annoncé une série de mesures prises par la MINUSCA notamment l'envoi d'une mission d'évaluation et le renforcement de moyens dans la zone concernée.

Selon les deux porte-paroles, les informations recueillies permettront de préciser clairement si les incidents sont le fait de présumés éléments de la LRA et/ou d'autres groupes armés. « Quoiqu'il en soit, la MINUSCA, dans sa mission de protection des civils, s'est réunie cette semaine avec les partenaires impliqués dans la lutte contre la LRA (la force régionale de l'Union africaine et le groupe spécial américain) pour discuter de la coordination et de l'échange d'informations. La MINUSCA a aussi renforcé les moyens notamment avec des hommes et des patrouilles aériennes », précisent-ils.

Le porte-parole de la MINUSCA a aussi indiqué qu'au cours de la semaine écoulée, la MINUSCA a pu surveiller, vérifier et documenter, sur tout le territoire national, 24 cas de violations et d'abus des droits de l'homme avec au moins 54 victimes y compris trois femmes, trois mineurs et deux personnes âgées. Citant des sources concordantes, il a indiqué que les auteurs présumés sont des éléments des groupes armés appartenant aux anti-Balaka, aux ex-Seleka (FPRC), des peulhs affiliés au groupe 3R et quelques agents de l'Etat (policiers et gendarmes).

Par ailleurs, selon Monteiro, la mission a eu des rencontres de suivi et d'échange avec le ministère de la justice sur les questions relatives à la justice transitionnelle et à la mise en place effective d'une commission nationale des droits de l'homme conformément aux standards internationaux des droits humains. La mission a également poursuivi son appui au ministère de la justice dans la planification des missions de travail dans les préfectures, permettant ainsi de vérifier l'effectivité du redéploiement du personnel judiciaire et de réaliser le contrôle et l'inspection des juridictions. Les représentants du ministère et de la MINUSCA se sont rendus à Bouar, la semaine dernière, afin d'évaluer l'état des travaux à la prison de Bouar et ont établi que l'établissement est désormais fonctionnel.

A propos du pré-DDR, Monteiro a indiqué qu'un séminaire communautaire organisé récemment à Bambari, pour discuter de la question de la présence des armes et munitions dans les camps de déplacés, recommande l'instauration d'une chaîne de communication entre les gestionnaires des sites et la MINUSCA et un contrôle plus strict des personnes étrangères de l'accès aux camps.

Le porte-parole de la mission a ajouté qu'en vue de la réouverture du cimetière musulman de Boeing et la finalisation du pacte de non-agression entre les communautés, une première session de sensibilisation concernant le projet avec les chefs de quartier de Bimbo III et du 3ème arrondissement a eu lieu le 22 janvier. Les participants ont promis de travailler pour la réouverture du cimetière et ont exprimé leur satisfaction concernant les informations fournies sur le pacte. Le projet "jeunes à risques" a également organisé plusieurs campagnes de sensibilisation dans ces deux localités de la ville de Bangui, destinées à renforcer l'esprit de cohabitation pacifique. A cet effet, une stratégie intégrée MINUSCA-PNUD-Ambassade de France a été mise sur pied, avec notamment des activités à haute intensité de main d'œuvre.

Pour sa part, le porte-parole de la Force, Adolphe Manirakiza, est aussi revenu sur la poursuite des patrouilles et opérations menées par la MINUSCA dans tous les secteurs, notamment à l'ouest de la Centrafrique où un accent particulier a été mis sur Paoua et ses alentours, avec le renforcement en personnel et en équipement pour combattre les actes de banditisme et de harcèlement de la population observés ces derniers jours. Dans le secteur centre, les patrouilles de la semaine écoulée ont été concentrées sur Batangafo, Bouca, Sibut, Grimari, Bambari et Ndele, en raison des tensions entre les différents groupes armés qui risquaient de porter atteinte à la sécurité de la population.

De son côté, le porte-parole de la police Salifou Konseiga, a annoncé que la composante police poursuit ses missions d'escorte et de protection des hautes personnalités, les patrouilles, les gardes statiques, les opérations de lutte contre la délinquance et la co-location dans les commissariats de police et brigades de gendarmerie. Dans le cadre de la sécurisation du processus électoral, le dispositif sécuritaire est maintenu autour du Centre de traitement des données de l'ANE. Par ailleurs, la Police de la MINUSCA effectue fréquemment des visites à la Brigade des mineurs, afin de s'enquérir de la situation concernant cette frange vulnérable de la population, et faire le suivi de la procédure, en collaboration avec les officiers en charge desdits dossiers.